



<http://comaguer.over-blog.com>

**Bulletin n° 363- semaine 51 - 2017**

## Gaz en méditerranée orientale

Pendant que les médias et les gouvernements se gargarisent de transition énergétique de COP n+1 n+2 ....de sourdes batailles stratégiques mettant en jeu d'énormes capitaux se livrent dans le champ des énergies non renouvelables. L'immense potentiel des fonds sous-marins de la Méditerranée Orientale pour l'extraction de gaz naturel était connu depuis plusieurs années, mais l'annonce de la mise en exploitation du gisement égyptien de Zohr vient d'en apporter une éclatante confirmation.

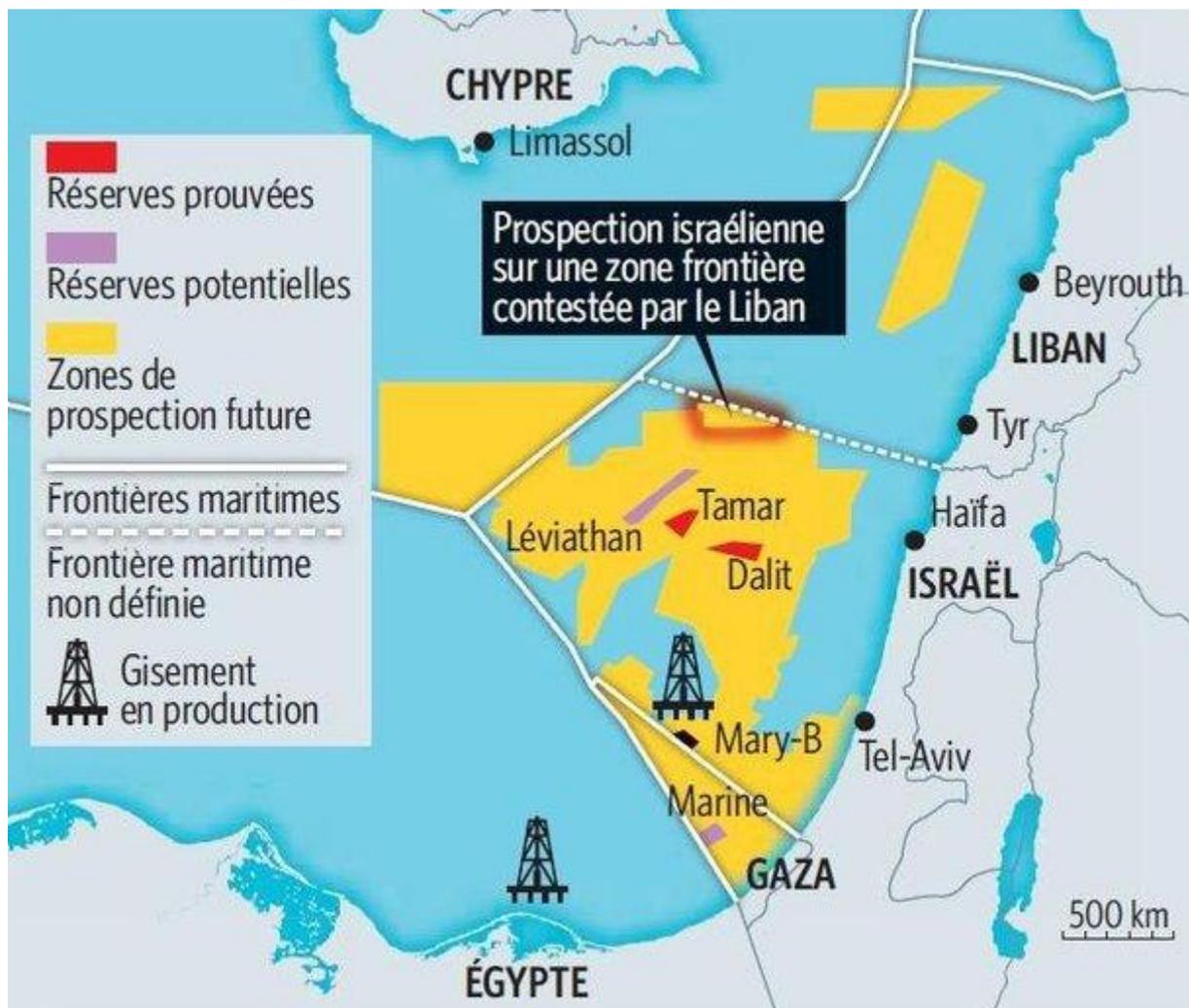
Découvert il y a seulement deux ans le gisement de Zohr est exploité par l'ENI et le russe NOVATEK. Avec des réserves estimées 30 000 milliards de m<sup>3</sup> Zohr serait un gisement géant. L'Égypte qui grâce à l'exploitation de petits gisements au large du delta du Nil était devenue au début des années 2000 exportateur de GNL était très vite redevenue importatrice.

Cette situation avait souri à Israël qui, en mettant en exploitation en 2013 le gisement sous-marin de TAMAR, vendait du gaz à l'Égypte après lui en avoir acheté. Il avait pour faire fait fonctionner en sens inverse - technique parfaitement maîtrisée par les professionnels du secteur - un gazoduc existant. Les réserves de TAMAR sont 10 à 15 fois plus petites que celles de Zhorg. Israël a prévu que son second gisement dans la zone Léviathan viendrait le moment venu prendre la relève de TAMAR

Avec Zohr l'Égypte va pouvoir satisfaire ses besoins nationaux pour une très longue période. Par ailleurs l'ENI ayant cédé au printemps 2017 des parts du gisement au russe Rosneft celui-ci se trouve dès à présent en position d'exportateur en Méditerranée. Israël doit donc tout faire pour trouver des débouchés et s'y emploie sans oublier, en bonne politique sioniste, de ne pas laisser à un Etat palestinien la possibilité d'extraire du gaz au large de Gaza. L'objectif est le principal marché consommateur : l'Europe occidentale. Pour l'atteindre une action politique concertée est menée par Israël, Chypre, la Grèce et l'Union Européenne visant à la construction d'un gazoduc sous-marin partant de TAMAR passant par les eaux territoriales chypriote, grecque et/ou albanaise, italienne pour aboutir au sud de l'UE. Cette action était déjà en cours sous Hollande via son ministre de l'économie - un certain Emmanuel Macron. (voir notre bulletin n° 346) et se poursuit dans le cadre de la stratégie énergétique antirusse de Bruxelles.

Un nouveau venu va encore transformer la situation : Le Liban. En effet l'évolution de la situation régionale et l'échec de la guerre occidental-terroriste en Syrie a conduit le Liban à s'affirmer face à son envahissant voisin : Israël et un des gestes forts de cette affirmation de souveraineté est l'attribution de permis de recherche dans le même large bassin sous-marin qui comprend Zohr, Tamar et Léviathan. Parmi les attributaires de ces permis de recherche le français TOTAL qui prend en toute connaissance de cause le risque de forer dans une zone sous-marine contestée par le Liban et Israël ( bloc 9 - voir carte) les spécialistes de droit international vont se trouver face à un très joli cas d'école : arbitrer entre un Etat qui n'adhère pas à la Convention internationale du droit de la mer, qui ne définit pas ses propres frontières : Israël et un autre le Liban en règle avec le droit international.

Nul doute que ceux qui s'entêtent à prolonger la guerre en Syrie : Israël, Arabie, Etats-Unis en tête cauchemardent quand ils pensent aux futurs très possibles gisements de gaz naturel sous-marins dans les eaux syriennes venant s'ajouter aux gisements terrestres exploités dans l'extrême nord-est du pays précisément là où les ennemis de la Syrie persistent en ce moment même à lui faire la guerre.





# OPEN BLOCKS FOR THE FIRST LICENSING ROUND

